

Call for papers au séminaire « Employabilité, insertion et inclusion des jeunes au Maroc : politiques et enseignements des expériences »

Ce call for papers s'adresse aux doctorants et jeunes docteurs.

Contexte

L'emploi constitue le défi des années à venir au Maroc, qui doit faire face à une pression plus aigüe sur le marché du travail, en particulier avec l'entrée massive de jeunes actifs plus exigeants en termes de qualité d'emploi. En effet, si la population en âge de travailler constitue une force de travail et un moteur de changement économique et social nécessaires pour le développement ; elle exerce néanmoins une pression démographique non négligeable, susceptible d'accroître de plus en plus les effectifs des demandeurs d'emplois, en particulier les jeunes, qui sont de plus en plus diplômés. Une telle évolution, par son ampleur, sa persistance et surtout ses projections dans le court et moyen termes, place la question de la création d'emplois au cœur de toute politique de développement.

Les différentes analyses menées insistent sur la nature du tissu économique, appelé à être reconstruit pour devenir dynamique et compétitif, dans une logique de long terme en cohérence avec la question de l'emploi. En effet, le cadre institutionnel doit être amélioré pour une meilleure synergie entre les structures opérationnelles et l'accroissement de leur efficacité ; le développement des qualifications des jeunes doit être conforme aux besoins actuels et futurs des entreprises ; et leur capacité d'entreprendre- faible et tributaire de déterminants socioculturels souvent défavorables- doit être renforcée davantage, en facilitant l'accès des jeunes aux moyens de production et aux crédits. Enfin, le système d'information doit absolument être structuré pour améliorer la connaissance du marché du travail.

Le cadrage rétrospectif du marché du travail, depuis le début des années 2000, permet de dégager des éléments de contextualisation des tendances lourdes d'évolution de l'offre de travail, résumés dans les points suivants :

- Un taux d'activité en retrait (48,3% en 2013), en raison principalement de la faible participation des femmes à l'activité économique et le recul important de l'offre de travail des jeunes.

- Une faible participation des femmes dans l'activité économique (25,1% au niveau national en 2013) qui a plusieurs origines, notamment la répartition traditionnelle des rôles dans le ménage, la scolarisation croissante, l'allongement de la durée de scolarité (en milieu urbain surtout), ainsi que le statut matrimonial, en particulier les femmes mariées.
- Des jeunes de moins en moins actifs (32,2% en 2013, tendance qui se confirme d'une année à l'autre).
- Une quasi stabilisation du taux de chômage autour de 9% depuis 2009, et des disparités structurelles entre milieux de résidence (14% dans les villes en 2013), entre sexes (9,6% chez les femmes), entre groupes d'âge (19,3% chez les jeunes de 15 à 24 ans) et entre niveaux et types de diplômes (18,8% des diplômés de niveau supérieur sont touchés par le chômage, 15,1% des diplômés de niveau moyen et moins de 5% des sans diplôme). En termes de structure de la population des chômeurs, près de 30% des chômeurs n'ont aucun diplôme, 44,8% des chômeurs ont un niveau d'étude faible ou moyen, et 26% ont au moins un baccalauréat, voire un diplôme de cadres moyens ou diplômes de l'enseignement supérieur (facultés, grandes écoles et instituts).
- La prédominance du chômage de longue durée (en particulier chez les diplômés de niveau supérieur 78,2%), et de primo-insertion (en particulier chez les diplômés de niveau supérieur 75,8%) qui souligne l'inadéquation emploi-formation.

Présentation du séminaire

A la lumière des éclairages apportés sur les défis et les enjeux de l'employabilité et de l'insertion des jeunes, il est fondamental que les pouvoirs publics adoptent un ensemble de réformes. Ces dernières devraient porter non seulement sur l'amélioration du cadre macroéconomique et l'environnement de l'investissement, pour accroître la qualité et la quantité d'emplois disponibles ; mais également sur la valorisation du capital humain, pour en faire un facteur de production stimulant une croissance économique génératrice d'emplois qualifiés et décents ; et enfin, la gouvernance du marché du travail, à travers le renforcement des institutions chargées des politiques d'emploi.

Les réformes à engager, pour une meilleure prise en charge des problématiques de l'employabilité et de l'insertion des jeunes au marché du travail, doivent s'appuyer sur des informations pertinentes et des analyses de fond sur les déséquilibres entre l'offre et la demande de travail, qui nécessitent des régulations au niveau macroéconomique et méso économique. Ces réformes doivent également s'insérer dans une vision intégrée et cohérente, dans laquelle convergent tous les efforts consentis par les décideurs et les différentes parties prenantes.

L'organisation de ce séminaire s'inscrit ainsi dans ce cadre. Il a pour objectif de produire et d'accumuler des connaissances utiles sur le potentiel des jeunes en matière de force de travail, pour le développement économique et social. Les axes qui seront traités portent sur la capacité du système éducatif et de formation à transmettre les compétences techniques et non techniques (soft skills) aux jeunes dans leurs parcours de scolarisation et de formation. En outre, ils abordent le rôle des programmes de l'emploi dans la qualification et la reconversion professionnelle des jeunes et des actifs, afin de leur permettre une meilleure adaptation aux besoins évolutifs de l'économie en compétences. Les axes traiteront également de la capacité de l'économie à créer des emplois permanents et décents en faveur des jeunes diplômés, ainsi que des moyens pour favoriser l'inclusion sociale des jeunes privés d'éducation et de formation (en situation de NEET).

Les travaux de ce séminaire permettront d'approfondir la réflexion engagée à ce sujet et de formuler des propositions dans chacun des domaines. L'objectif est de répondre au besoin d'adopter une approche intégrée pour faire face à la problématique du chômage et de l'emploi.

Le séminaire aura lieu le 30 avril 2015 et sera organisé autour de trois axes :

- **Axe1.** L'articulation entre la politique de l'emploi et la politique macroéconomique et les stratégies sectorielles ;
- **Axe 2.** Le ciblage actuel des programmes actifs de promotion de l'emploi ;
- **Axe 3.** L'évaluation des politiques du marché de travail.

Modalités de soumission

- Les propositions de communication doivent contenir :
Le nom, prénom, adresse postale, institution de rattachement, adresse courriel, de chaque auteur
- Un résumé d'environ 600 mots
- Les résumés doivent comporter un titre clair et décrire l'objectif, la méthodologie, la problématique ainsi que les perspectives.
- Après acceptation du résumé, les versions complètes des communications devront être soumises au comité scientifique pour évaluation.
- Le Comité scientifique étudiera l'ensemble des communications et invitera les auteurs sélectionnés à présenter leurs travaux.
- Les meilleurs articles présentés à la conférence seront revus par le comité scientifique et seront publiés dans un ouvrage collectif édité par OCP Policy Center.

L'ensemble des documents devra être envoyé à :
aomaribourk@gmail.com et contact@ocppc.ma

Calendrier

- 20 février 2015 : Date limite d'envoi des résumés
- 15 mars 2015 : Avis du comité et notification aux auteurs
- 15 avril 2015 : Date limite d'envoi des versions finales de communication
- 30 avril 2015 : Date prévue pour la tenue du séminaire
- 15 juin 2015 : Sélection des communications pour les Actes du Séminaire
- 15 juillet : Délai pour le dépôt des articles pour les Actes.
- 10 septembre 2015 : Publications des Actes du séminaire.

Comité scientifique

Karim El Aynaoui

Aomar Ibourk

OCP Policy Center

Ryad Business Center, South - 4th Floor – Mahaj Erryad – Rabat, Morocco

Phone: + 212 (0) 5 37 27 08 08 – Fax : + 212 (0) 5 22 92 50 72 - www.ocppc.ma